



Comme la [SFI](#) du groupe de la Banque mondiale, les organismes français de régulation financière, [l'AMF](#) et [l'ACPR](#), ont utilisé la GCEL pour évaluer l'exposition des institutions financières françaises au charbon. La [Fédération française de l'assurance](#) et [l'Association française de la gestion financière](#) ont également recommandé à leurs membres d'utiliser la Global Coal Exit List.

À l'inverse, la Fédération bancaire française ne recommande pas de base de données spécifique à ses membres et a utilisé une liste de 500 sociétés fournie par Trucost pour évaluer l'exposition de ses membres au secteur du charbon.

Reclaim Finance vous en livre une courte analyse :

1. **La liste Trucost-FBF se concentre sur les sociétés d'extraction de charbon et les producteurs d'électricité à partir de charbon. La GCEL, à l'inverse, présente des sociétés dont les activités vont de l'extraction du charbon, du commerce du charbon et du transport à la production d'électricité à partir du charbon et à la fabrication d'équipements pour l'industrie charbonnière. À cet égard, la GCEL répond à la recommandation de l'ACPR/AMF de couvrir l'ensemble de la chaîne de valeur thermique du charbon.**

Les 32 sociétés exclusivement listées sur la GCEL en raison de leur projet de développement de nouvelles infrastructures de transport de charbon (chemins de fer ou terminaux portuaires) sont absentes de la liste Trucost-FBF. Ces investissements de milliards de dollars sont essentiels à l'expansion de l'industrie du charbon et enfermeraient les pays concernés dans une voie de développement du charbon à long terme. Des entreprises telles que Essar Ports & Terminals, la société publique de développement italo-thaïlandaise¹ devraient être évitées par les institutions financières

2. **La liste Trucost-FBF passe à côté de certaines des plus grands acteurs du secteur du charbon dont China Datang Corporation, China Huaneng Group Co Ltd, et China Huadian Co Ltd. Chacun d'entre eux opère environ 100 GW de capacité de production d'électricité à partir de charbon et ils prévoient ensemble plus de 77 GW de nouvelles capacités de production d'électricité à partir de charbon.**

Un autre exemple d'entreprise absente de la liste Trucost-FBF est la société russe JSC SUEK Group alors qu'elle est la 10ème productrice mondiale de charbon avec 106 millions de tonnes de charbon produites

¹ Les mines de charbon ne peuvent pas être ouvertes sans accès aux chemins de fer ou aux ports de charbon. Au Mozambique, des entreprises comme Essar Ports & Terminals ou la société publique de développement italo-thaïlandaise jouent donc un rôle central pour déterminer si les énormes réserves de charbon du pays seront exploitées. Essar Ports & Terminals développe un terminal de charbon de 20 millions de tonnes par an dans la ville portuaire mozambicaine de Beira et la société publique de développement italo-thaïlandaise construit une voie ferrée de 600 km et un port en eau profonde à Macuse pour l'exportation de jusqu'à 100 millions de tonnes de charbon par an.

De même, les centrales à charbon ne peuvent être situées que dans des zones où des infrastructures adéquates permettent leur approvisionnement en charbon. Un exemple typique est le Bangladesh, où l'autorité portuaire de Payra construit un terminal de charbon en eau profonde pour permettre l'importation annuelle de 20 millions de tonnes de charbon destinées à un cluster de nouvelles centrales à charbon.

en 2019. La société russe produit également de l'électricité, dont plus de 90 % à partir de charbon, à partir de ses centrales à charbon totalisant 14 GW de capacité installée.

C'est également le cas de trois autres sociétés minières russes, Alltech, Oural Mining Metallurgical et EN+, auxquelles la Société Générale a apporté plus de [1,6 milliard d'euros](#) entre janvier 2016 et juin 2019.

- 3. La liste Trucost-FBF fait aussi l'impasse sur de nombreuses entreprises qui prévoient de nouveaux projets charbon, dont 216 entreprises qui planifient le développement de nouvelles centrales à charbon, pour plus de 438 GW de nouvelle capacité de production d'électricité à partir de charbon – plus que les capacités actuelles de l'Allemagne, l'Inde, le Japon, la Russie et l'Afrique du Sud réunis.**

Le conglomérat japonais Sumitomo² est l'une des entreprises manquantes de la liste Trucost-FBF. A l'inverse, la GCEL fournit plusieurs données relatives à son exposition au charbon et mentionne son implication dans les projets de nouvelles centrales de Tanjung Jati B (aussi connu sous le nom de Jawa-4) en Indonésie et Van Phong 1 au Vietnam.

Le rapport ACPR/AMF fait aussi référence à Sumitomo pour illustrer l'importance du choix des données utilisées par les institutions financières pour mettre en œuvre leurs politiques charbon. Le rapport parle d'un gestionnaire d'actifs qui n'a pas identifié de production d'électricité à partir de charbon ou de revenus liés au charbon pour Sumitomo « alors que le rapport annuel 2019 de l'entreprise stipule pourtant qu'elle « s'engage à réduire la part de sa production d'électricité à partir de charbon de 50 % à 30 %, bien au-delà des seuils retenus par la société de gestion ». « Cet exemple soulève la question des données utilisées par le gestionnaire dans l'application de sa politique et des contrôles effectués par la société de gestion sur la qualité des données transmises par son fournisseur de données ».

- 4. Bien qu'aucune base de données ne soit parfaite, la qualité des données fournies par Trucost est douteuse.**

Reclaim Finance a eu accès à la part des revenus du charbon fournie par Trucost pour de nombreuses entreprises charbonnières et a pu comparer les données avec l'estimation de la Global Coal Exit List.

Comme indiqué dans le rapport de l'ACPR et de l'AMF, trouver ces données est très compliqué quand ce n'est pas impossible, et il peut « *exister des différences importantes entre les estimations des différents critères selon les fournisseurs de données, ou avec les données communiquées par les émetteurs (lorsque ces données existent), ce qui peut avoir pour effet de faire basculer au-dessus ou en-dessous des seuils d'exclusion un émetteur donné* ». Pour cette raison, l'ACPR et l'AMF recommandent aux institutions financières d'utiliser un ensemble de critères différents et en particulier un critère d'exclusion absolu pour pallier les insuffisances d'un critère d'exclusion relatif.

² Trucost et certaines institutions financières feront valoir que Sumitomo est trop diversifié. Si c'est exact, les décisions relatives au charbon y restent très centralisées. Au contraire, on peut se demander pourquoi Berkshire Hathaway inc. est listée Trucost, alors que la plupart des décisions relatives au charbon et à la levée de capitaux sont prises par sa filiale Berkshire Hathaway Energy Company. Celle-ci produit 48 % de son électricité à partir du charbon, génère 18 % de ses revenus à partir du charbon, et possède elle-même 10 filiales qui sont toutes listées sur le GCEL. Elles répondraient à de nombreux critères d'exclusion adoptés par les institutions financières françaises, tandis que Berkshire Hathaway inc, à laquelle Trucost alloue une part de moins de 2 % des revenus provenant du charbon, ne serait pas exclue.

Lorsqu'il n'est pas possible de trouver la part exacte du charbon dans les revenus ou la production d'électricité d'une entreprise, Urgewald ne la devine pas ou ne la détermine pas arbitrairement, mais indique un ordre de grandeur, par exemple qu'une société peut générer plus de 20 % de ses revenus ou moins de 50 % de sa production d'électricité à partir du charbon.

Notre comparaison des données trouvées par Trucost et Urgewald pour les mêmes entreprises met en doute la qualité de la méthodologie de Trucost. Parmi les nombreux exemples auxquels nous pourrions nous référer, nous en retenons trois : Glencore, Adani Entreprises et Sasol.

- **Un exemple célèbre également identifié dans le rapport de l'ACPR et de l'AMF est celui de Glencore.** Bien qu'il soit le 9ème producteur mondial de charbon thermique en 2019, avec 123,9 MT de charbon produites cette année-là, Trucost estime qu'il tire environ 5 % de ses revenus du charbon, contre plus de 20 % pour le GCEL.
- **Adani Enterprises Limited est un important négociant de charbon et s'engage dans des opérations d'extraction de charbon en plus d'activités commerciales non liées au charbon.** Alors que Trucost estime à moins de 5 % la part du charbon dans ses revenus, le GCEL l'estime à 75 %. La société a négocié 78,76 Mt de charbon au cours du dernier exercice financier, par l'intermédiaire de son segment IRM, dont les activités commerciales semblent être 100 % liées au charbon et ont contribué à 71 % du revenu total d'exploitation de la société. Trucost semble ne tenir compte que des revenus du segment minier de la société pour déterminer la part des revenus provenant du charbon, ce qui donne une image très déformée des activités charbonnières d'Adani Enterprises.
- **Un dernier bon exemple est celui de la société sud-africaine Sasol, le leader mondial de la conversion du charbon en combustible liquide, un processus incroyablement polluant et très émetteur de gaz à effet de serre.** L'usine de Secunda de Sasol est la plus grande source d'émission de carbone au monde. Selon Trucost, Sasol ne tire qu'environ 2 % de ses revenus du charbon. La GCEL d'Urgewald n'a pas pu trouver d'estimation de la part de charbon dans ses revenus mais indique que Sasol a produit 36,1 MT de charbon en 2019. **Ainsi, les institutions financières qui utilisent Trucost et qui ont une politique exclusivement axée sur la part du charbon dans les revenus d'une entreprise continueraient à soutenir Sasol même si l'entreprise a une énorme empreinte carbone.**

Contact média :

Lucie Pinson, Fondatrice et directrice Générale de Reclaim Finance, lucie@reclaimfinance.org, +33 (0)6 79543715